

**Face à la crise systémique en cours, deux types de réponse sont possibles : relancer coûte que coûte la croissance économique ou repenser un modèle qui s'avère problématique. Choisir la première option, c'est ignorer les défis environnementaux, la montée des inégalités et les raisons d'une stagnation de la satisfaction de vie. Envisager la deuxième, c'est questionner les valeurs sous-jacentes au "cap croissance". La recherche d'indicateurs alternatifs au PIB pourrait y contribuer.**

Depuis plus de soixante ans, les pays dits « développés » tiennent ou s'efforcent de tenir le cap d'une croissance économique continue, mesurée à l'aide de la comptabilité nationale et de son concept englobant, le PIB (produit intérieur brut). La crise financière de 2008-2009 et les bouleversements qui s'en suivent suscitent deux types de réactions contrastées. Le premier est une tentative de relancer coûte que coûte la machine économique - éviter les faillites bancaires, la récession, le chômage, la contraction des échanges internationaux - en maintenant le « cap croissance », sans autre débat sur le contenu de cette dernière. Le deuxième fait valoir qu'en dépit des difficultés que produit la crise, celle-ci offre une opportunité de changer de cap, afin de relever les défis environnementaux et sociaux trop longtemps ignorés et d'aller à la rencontre des aspirations les plus profondes des populations.

Cette deuxième option semble légitimée par la stagnation de la satisfaction de vie au sein des pays riches depuis plusieurs décennies, malgré la croissance continue du PIB. Sans doute a-t-on trop longtemps assimilé croissance de l'activité marchande et augmentation du bien-être, ignorant ou oubliant les limites et l'objet même de la comptabilité nationale. Celle-ci, conçue au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, apparaît aujourd'hui comme un outil historiquement daté et dépassé, face aux problèmes et besoins du XXI<sup>e</sup> siècle. S'il s'agit de répondre à de nouveaux problèmes et aspirations, les outils comptables et les indicateurs doivent être réajustés. En effet, comment le navire pourrait-il changer de cap si tous les outils de navigation restent fixés sur l'ancien objectif ?

### **La croissance ne fait pas le bonheur**

En Belgique comme dans la plupart des pays européens, le pouvoir d'achat par habitant (équivalent du PIB réel par personne) a augmenté de 80 % entre 1973 et 2005 (graphique 1, échelle de droite). Pendant cette même période, la satisfaction de vie moyenne a diminué de 8,8 % en Belgique (échelle de gauche) et stagné presque partout ailleurs. Ce deuxième indicateur est de nature subjective : il provient d'enquêtes où les personnes interrogées répondent à la question « Êtes-vous globalement satisfait de votre vie ? » par un chiffre allant de un (très insatisfait) à quatre (très satisfait). Les deux courbes du graphique [1] sont des moyennes et cachent forcément des disparités, petites ou grandes, au sein de la population. Il n'empêche que le contraste des deux évolutions est troublant. La croissance économique n'est-elle pas généralement présentée comme un moyen d'atteindre plus de bien-être, qu'il soit matériel (logement, équipement, voiture, vêtements) ou immatériel (loisirs, services, éducation, culture), et par là une satisfaction de vie accrue ? On serait tenté de croire que le hiatus provient des déséquilibres et incertitudes qui ont marqué les trois dernières décennies, consécutives aux chocs pétroliers. Il n'en est rien, car ce même contraste apparaît en longue période, là où les données sont disponibles (graphique 2), et était donc déjà présent durant les

*Trente glorieuses* (1945-1975) dont certains sont aujourd'hui nostalgiques.

Comment expliquer ce contraste ? En appui des réponses de bon sens qui peuvent venir à l'esprit, nous avons voulu parcourir et résumer la littérature scientifique sur le sujet. Les explications qu'on y trouve peuvent être classées en deux familles : toute richesse est relative et la richesse n'est pas tout.

Croire que la croissance économique peut apporter une augmentation continue de la satisfaction de vie, c'est tout d'abord oublier que l'évaluation de ce dont nous disposons est toujours relative. La première forme de relativité tient à l'évolution de nos normes dans le temps. Plus nous acquérons de confort, plus nous nous y habituons. La 2CV ou autre voiture de base que nous prenions autrefois pour un bien de luxe peut sembler très poussive quelques années plus tard. Une deuxième forme de relativité provient de la comparaison sociale. Il est plus difficile de se contenter d'une 2CV ou d'une Trabant si les routes se peuplent de voitures plus rapides, plus robustes et parées de mille atours. Lorsque tout le monde s'équipe d'un téléphone portable ou d'un ordinateur, ne pas en posséder, c'est être hors du coup. Ainsi est-on embarqué dans la logique du *keep up with the Joneses*, dans une course de lévrier où le chien (consommateur) ne rattrape jamais le lapin mécanique (objet du désir). La publicité exploite ces deux tendances humaines et permet la croissance des ventes sans augmentation correspondante de la satisfaction [2].

Par ailleurs, la richesse n'est pas tout. La satisfaction de vie - terme sans doute moins ambitieux que celui de bonheur - dépend de bien d'autres facteurs. Le bon sens nous le suggère, les études scientifiques le confirment. Celles-ci relèvent une variété d'ingrédients d'une vie satisfaisante et tentent d'en mesurer l'importance. On peut les classer en six groupes, sans que la liste soit exhaustive : sentiment d'appartenance à une société juste et suffisamment égalitaire ; possibilité pour chacun d'obtenir un emploi de qualité ; vie en bonne santé ; relations familiales et sociales harmonieuses ; confiance dans (et participation à) l'organisation démocratique ; qualité de l'environnement. A contrario, le grippage de l'un ou l'autre de ces facteurs peut entraîner de réelles dégradations de la satisfaction de vie.

Les liens entre ces sources de bien-être d'une part et la croissance économique d'autre part sont ambivalents. Si les Trente glorieuses ont apporté une homogénéisation des conditions de vie au sein des pays riches, la croissance des décennies suivantes s'est au contraire accompagnée d'une hausse des inégalités, parfois très marquée. En Europe, la croissance n'a pas tenu ses promesses de résorption du chômage. En outre les emplois créés semblent aujourd'hui plus précaires ou plus stressants, par la pression toujours accrue de la concurrence, de la nécessité de rendement et des nouvelles formes de management. Le secteur des soins de santé ne peut se passer de croissance pour son financement, mais de nombreuses maladies proviennent des effets secondaires de notre mode d'activité économique : cancers, accidents de la route, problèmes cardio-vasculaires, hypertension, excès de stress, dépression. La croissance a permis l'augmentation de notre temps de loisir, mais elle a simultanément détruit certains éléments nécessaires à la qualité des relations familiales et sociales, notamment par la place accordée à la télévision ou aux jeux vidéo, par le temps passé dans les embouteillages, par l'éclatement des centres urbains. Un certain niveau d'aisance matérielle semble favorable à l'organisation d'une société démocratique, mais la diffusion par la publicité d'une mentalité très matérialiste semble amollir le sens civique et éloigner le citoyen de l'activité politique. Enfin, si certains espèrent que de nouvelles inventions financées par l'aiguillon de la croissance nous épargneront une catastrophe écologique, il est indéniable que la menace de celle-ci soit le triste fruit de notre activité économique.

On le voit, les raisons sont nombreuses de douter de la capacité de la croissance économique - *telle qu'elle se poursuit et telle qu'elle se mesure* - à nous rendre globalement et collectivement plus heureux ou satisfaits de notre vie. Pourtant il ne se passe pas un jour sans que les médias, les gouvernements, les grandes institutions ne mentionnent le caractère indispensable de la croissance, au nom du bien-être de tous. Comment a-t-on pu arriver à une telle confusion ?

### **Croissance du PIB : un objectif historiquement daté, aujourd'hui inapproprié**

Le PIB est un concept auquel correspond un chiffre. La croissance économique se réfère à l'augmentation de ce chiffre d'une année à l'autre. Ce chiffre est obtenu sur la base de conventions comptables, et toute convention est toujours discutable, car elle simplifie la réalité pour en faciliter l'appréhension. La comptabilité nationale a été établie au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Les conventions retenues reflètent les croyances et connaissances d'une époque ainsi que l'état des rapports sociaux et des compromis politiques au moment de sa constitution. En deux générations, bien des choses ont changé.

Après la profonde dépression des années trente et son cortège de chômage, après quatre années de guerre durant lesquelles l'économie s'était désarticulée et la majorité de la population avait eu faim, les Européens aspiraient au bien-être matériel. Les États-Unis, triomphants, souhaitaient encourager l'économie de marché et détourner les progressistes d'Europe de toute tentation communiste. Les syndicats ouvriers semblaient disposés à renoncer à une opposition au régime capitaliste pour faire croître le « gâteau économique », pour autant qu'ils en obtiennent constamment une bonne part. Des pactes sociaux furent scellés. Simultanément, la révolution keynésienne avait modifié la pensée économique dominante : la dépression n'avait-elle pas démontré que le libre fonctionnement des marchés ne conduisait pas au plein-emploi ? Même en économie de marché, il incombait à l'État d'assumer un certain pilotage de l'activité économique. Pour piloter, il fallait un tableau de bord. La comptabilité d'entreprise en fournit la base logique. La production nationale fut représentée comme un grand circuit reliant les entreprises aux consommateurs, en transitant si nécessaire par l'État, une sorte de système sanguin dont le fluide serait la monnaie. C'était un choix correspondant à un contexte : à la même époque, les économies dirigées mettaient en place un autre système comptable basé sur les besoins de la planification et l'absence de marché.

Le contexte de l'époque explique aisément certaines conventions adoptées par la comptabilité nationale, qui dérangent aujourd'hui. On dénonce fréquemment le fait que le PIB ignore les activités domestiques ou bénévoles : seuls les légumes échangés sur un marché sont inclus dans le PIB, alors que les légumes de nos jardins ont tout autant voire plus de valeur nutritive. Mais en 1945, c'est bien l'activité marchande qu'il s'agissait de remettre sur pied et de soumettre éventuellement à une régulation étatique. Autre critique : la comptabilité nationale ne prévoit pas de soustraire du PIB les dommages causés à l'environnement : la production et la consommation de charbon sont comptées à leur valeur marchande, comme la production et la consommation d'énergie solaire, sans égard pour l'impact sur l'atmosphère. Rien d'étonnant à cela : la prise de conscience de la question écologique est beaucoup plus récente que l'invention du PIB. Plus fondamentalement encore, les pères fondateurs de 57 Pour changer de cap, dégrignons la boussole le dossier

Le tableau ci-dessus suggère qu'en soi, la croissance n'est ni bonne ni mauvaise. Tout dépend de son contenu. La plupart des citoyens ne reconnaissent pas leurs valeurs dans les activités de la colonne de gauche, mais sont favorables au développement de celles de la colonne de droite. Poursuivre la croissance pour la croissance apparaît aujourd'hui comme un non-sens écologique et

humain. Il s'agit de se doter de nouveaux outils, non plus pour encourager les activités marchandes, toutes catégories confondues, mais pour encourager les activités qui « font sens ». La comptabilité nationale n'imaginaient pas que cet outil de mesure de l'activité marchande soit utilisé pour évaluer le bien-être [3].

La croissance exceptionnelle du PIB pendant les Trente glorieuses releva considérablement les niveaux de vie matérielle et permit le financement de systèmes de protection sociale étendus. Pendant cet « âge d'or », l'organisation économique et sociale s'est développée sur un postulat de croissance permanente. Quelques voix se firent bien entendre pour crier Halte à la croissance (1970), mais elles furent étouffées par les chocs pétroliers, la montée du chômage, le creusement des déficits publics. Pendant les trente années suivantes les gouvernements, encouragés par les grandes institutions, tentèrent sans relâche de renouer avec la croissance du PIB, mais celle-ci devint plus explicitement problématique : atteinte des limites écologiques, montée des inégalités réduisant sa légitimité, destruction de plus en plus flagrante de certains aspects de la qualité de vie, comme nous l'avons vu ci-dessus.

Peut-on se passer de croissance ? Faut-il prôner la décroissance ? Ces questions semblent mal posées [4]. Il ne s'agit pas de repartir en arrière, ni même d'arrêter la course, pour se maintenir dans un état stationnaire. Il s'agit plutôt de faire le tri entre des activités qui servent l'humanité et la planète et d'autres qui leur sont nocives. Or les critères de la comptabilité nationale ne le permettent pas.

### **La croissance du PIB , cela peut être**

La production et le commerce incontrôlé d'armes de guerre	L'organisation de réunions diplomatiques en faveur de la paix
La production et la consommation de substances cancérigènes	La production de vaccins et l'organisation de campagnes médicales
Une activité financière de pure spéculation	Le financement d'activités locales assurant aux plus pauvres autonomie et dignité
La production de biens agricoles finalement détruits à la suite d'une « surproduction »	La lutte contre la malnutrition

Le tableau ci-dessus suggère qu'en soi, la croissance n'est ni bonne ni mauvaise. Tout dépend de son contenu. La plupart des citoyens ne reconnaissent pas leurs valeurs dans les activités de la colonne de gauche, mais sont favorables au développement de celles de la colonne de droite. Poursuivre la croissance pour la croissance apparaît aujourd'hui comme un non-sens écologique et humain. Il s'agit de se doter de nouveaux outils, non plus pour encourager les activités marchandes, toutes catégories confondues, mais pour encourager les activités qui « font sens ».

### **Dégripper la boussole**

comparaisons internationales, évaluation des politiques économiques, octroi de crédits par les grandes institutions internationales, projections pour l'avenir et guidance des politiques économiques et sociales. Il est devenu très médiatisé grâce à la simplicité d'un chiffre unique qui monte (et l'on se réjouit) ou qui descend (et l'on s'inquiète). Le détrôner n'est donc pas simple. C'est néanmoins indispensable, s'il s'agit de réorienter nos sociétés vers un objectif qui, si possible, fasse sens, ou au minimum soit viable. Prenons une analogie : la réforme de programmes scolaires. Comment faire croire aux élèves et au corps enseignant que les objectifs de la formation sont désormais la participation créative, la réflexion personnalisée, l'initiative et

L'esprit d'équipe si l'évaluation reste organisée sous forme d'examens individuels qui ne requièrent que la mémorisation de textes ou de méthodes imposés ? Le mode d'évaluation révèle implicitement les objectifs de la formation. De la même manière, la recherche actuelle d'indicateurs alternatifs au PIB peut être comprise comme une approche pragmatique d'une redéfinition des objectifs de nos sociétés.

Détrôner le PIB est certainement difficile, mais on ne part pas de rien [5]. Dès les années soixante, des recherches visaient à compléter le PIB, jugé trop exclusivement économique, par des indicateurs sociaux. Vinrent ensuite, par vagues successives ou entremêlées, des indicateurs de satisfaction de vie, d'impact environnemental et d'insécurité d'existence. Certains sont très connus. Ainsi, l'indicateur de développement humain (IDH), adopté par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en 1990, associe dans un indice unique trois composantes : le PIB par habitant, un indice de longévité et un indice d'éducation. Son adoption par l'ONU et la publication annuelle des valeurs de l'indicateur pour cent septante-huit pays constituent une étape importante dans la réflexion sur le développement, mais laissent encore des motifs d'insatisfaction. Les questions environnementales ne sont pas prises en compte, ni celles des inégalités. Compléter le PIB par deux autres indices sans le réviser en profondeur ne résout pas le problème de la présence en son sein d'activités nuisibles ou non désirables. Peut-on accepter que figure au titre de développement humain la production de biens réputés nocifs pour la santé ou destructeurs du lien social ?

Rompant radicalement avec l'idée d'une mesure par l'évaluation du marché, un autre indicateur très médiatisé, l'empreinte écologique, propose depuis 1994, de mesurer l'impact des activités humaines sur l'écosystème en termes d'hectares globaux. Le grand mérite de cet indicateur est de montrer de manière explicite l'impossibilité de poursuivre notre mode de développement actuel, puisque l'empreinte écologique de l'humanité ne cesse de croître, a franchi en 1986 les limites des capacités de la planète et les surpasse aujourd'hui de 30 % (graphique 3). Mais contrairement à l'IDH, sa vocation n'est pas de remplacer le PIB : il n'indique que les limites écologiques de notre activité.

Faut-il tenter de réunir en un seul indicateur des matières aussi diverses que le niveau de vie matérielle, la santé, l'éducation, le respect de l'environnement, la restriction des inégalités, l'emploi de qualité, l'appréciation subjective du bien-être ? Certains estiment que l'entreprise est impossible et qu'il vaut mieux établir des tableaux de bord plus nuancés [6]. Cette position comporte toutefois un risque : on ne détrônera pas un chiffre unique très médiatisé par une multiplicité d'informations certes plus nuancées, mais peu utilisables par les médias. C'est pourquoi d'autres explorent encore la voie d'un indicateur synthétique, tel que l'Indicateur de bien-être économique durable dont la valeur a été estimée pour la Belgique [7] (graphique 4). Celui-ci part de la consommation privée et des dépenses publiques, en retranche les coûts environnementaux et sociaux, y ajoute une estimation de la valeur du travail bénévole et domestique et corrige l'ensemble pour tenir compte des inégalités. Une version ultérieure de cet indicateur s'est donné le nom plus ambitieux de Progrès véritable. Si la définition implicite du progrès qu'il véhicule est beaucoup plus nuancée que celle du PIB, il ne fait pas nécessairement l'unanimité : peut-on trouver un consensus sur le contenu d'un « progrès véritable » ?

Ces questions sont aujourd'hui à l'agenda de nombreuses organisations et institutions, notamment l'OCDE [8]. Elles ont également été confiées à une Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social présidée par le prix Nobel d'économie J. Stiglitz. Elles sont tout aussi

passionnantes que difficiles : derrière chaque question de méthode (comment additionner des pommes et des poires, comment évaluer certaines composantes du bien-être individuel ou du progrès sociétal, par quoi remplacer l'évaluation par le marché de la valeur des biens et services ?) se cachent d'inévitables prises de position normatives qui méritent un débat démocratique. C'est pour cette raison que s'est créé le Forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR) [9] : s'il est bon que des experts examinent les diverses orientations envisageables pour la création de nouveaux indicateurs, il semble indispensable qu'un débat démocratique, aussi large que possible, permette aux partis politiques, aux interlocuteurs sociaux, aux ONG et aux simples citoyens de faire entendre leur propre conception du bien-être et du progrès.

[1] Ce premier point résume une publication antérieure : I. Cassiers et C. Delain, « La croissance ne fait pas le bonheur, les économistes le savent-ils ? », *Regards économiques*, n° 38, 2006, reprise ultérieurement dans *Problèmes économiques*, n° 2938, 2 janvier 2008. (<http://www.uclouvain.be/regards-eco...>)

[2] Voir à ce sujet les travaux de Chr. Arnsperger, notamment *Critique de l'existence capitaliste*, 2005.

[3] Voir I. Cassiers « Comptes et légendes, les limites de la comptabilité nationale », *Reflets et perspectives de la vie économique*, 1995, XXXIV - 6, repris dans *Problèmes économiques*, 1996, n° 2467. Voir surtout le remarquable livre de F. Fourquet, *Les comptes de la puissance, histoire de la comptabilité nationale et du plan*, 1980, et plus récemment, les travaux de D. Meda, P. Viveret et divers auteurs mentionnés ci-dessous.

[4] S. Latouche, auteur le plus connu du mouvement de la décroissance, reconnaît lui-même que le mot *décroissance* n'est qu'un slogan, et que l'idée appropriée serait plutôt celle d'*a-croissance*.

[5] La suite de cet article est inspirée de réflexions partagées avec Géraldine Thiry, dont la thèse de doctorat en cours (UCLIRES) est consacrée aux indicateurs alternatifs au PIB. Une bibliographie importante se développe sur ces questions. Voir l'excellent livre de J. Gadrey et Fl. Jany-Catrice, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, 2005 et les sites renseignés dans les notes suivantes.

[6] C'est l'option prise en Belgique par le Bureau du Plan où l'équipe de N. Gouzee progresse dans l'élaboration d'une batterie d'indicateurs de développement durable.

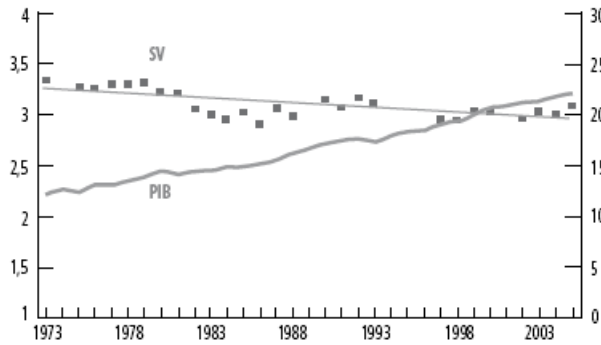
[7] Brent Bleys, « Proposed Changes to the Index of Sustainable Economic Welfare : An Application to Belgium », *Ecological Economics*, 2008, 64(4). D'autres indicateurs synthétiques semblent plus prometteurs (notamment celui d'Osberg et Sharpe, *Index of Economic Well-being*), mais n'ont pas encore été calculés pour la Belgique.

[8] Voir notamment diverses rencontres et programmes sous les titres de « Mesurer et favoriser le progrès des sociétés » ou « Beyond GDP » (au-delà du PIB) dont on trouve les informations sur internet.

[9] Voir le manifeste de FAIR reproduit dans ce volume et le site <http://www.idies.org/index.php?cate...>. En Belgique, on notera en ce sens l'intérêt du projet *Wellbebe* coordonné par l'Institut pour un développement durable (IDD) : « Vers des indicateurs théoriquement fondés et démocratiquement légitimes du bien-être en Belgique ».

Graphique 1

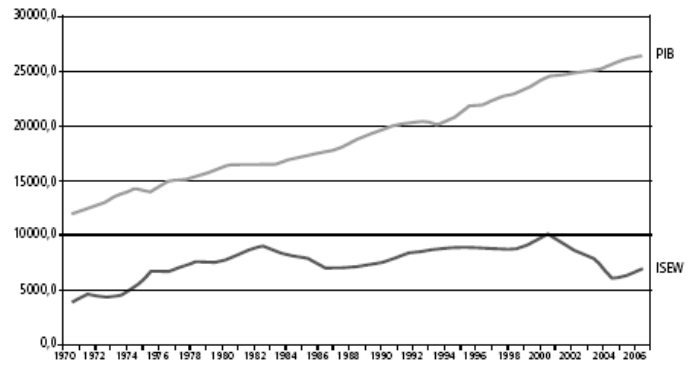
PIB par personne (milliers de dollars à prix constants, échelle de droite)  
et satisfaction de vie moyenne (échelle de gauche, résultats d'enquêtes, scores de 1 à 4)  
Belgique, 1973-2005



Source: Cassiers et Delain 2006

Graphique 4

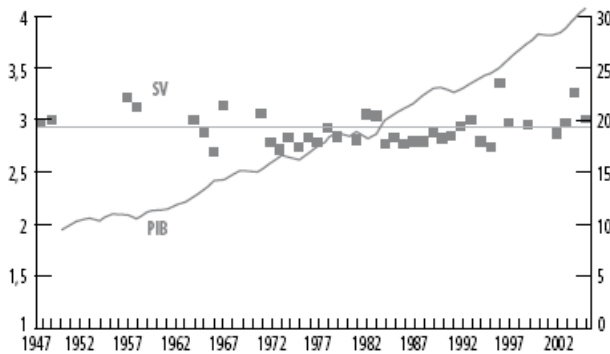
PIB et Indicateur de bien-être économique durable (ISEW: Index of Sustainable Economic Welfare)  
Belgique, euros de 1995 par habitant



Source: B. Bleyss 2008

Graphique 2

PIB par personne (milliers de dollars à prix constants, échelle de droite)  
et satisfaction de vie moyenne (échelle de gauche, résultats d'enquêtes, scores de 1 à 4)  
États-Unis, 1947-2005

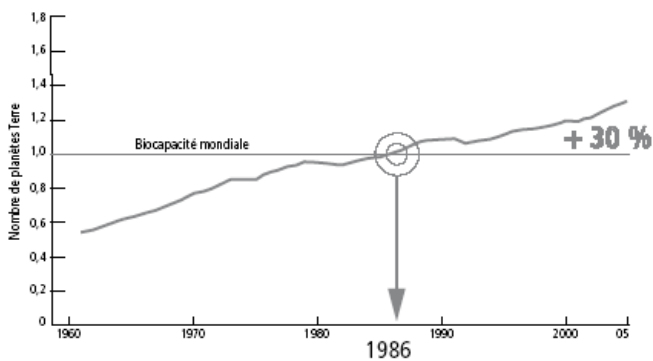


Source: Cassiers et Delain 2006



Graphique 3

Empreinte écologique de l'humanité



Source: WWF, Rapport 2008